



## LA CRAINTE D'UN NOUVEAU MASSACRE DES EMPLOIS

La DGFIP est prévenue que l'année 2019 sera rude. Et celles qui suivront, aussi. Le 11 juillet, le ministre DARMANIN a annoncé une « réorganisation territoriale entière » des services de Bercy d'ici 2022. Il faut selon lui pallier les problèmes des « territoires délaissés », « des territoires les plus touchés par le manque de services publics ». Doit-on croire à un revirement de tendance après, par exemple, la fermeture massive de nombreuses trésoreries depuis une dizaine d'années ? Au contraire !

Le ministre s'est empressé d'expliquer, mais sans donner de chiffres, qu'une telle réforme induirait des suppressions de postes.

« Il serait illusoire de croire que ces transformations ne s'accompagneront pas d'une baisse de l'emploi public » assène-t-il. Certains médias évoquent 20 000 suppressions d'emplois dans les ministères économies et financiers d'ici 2022.

Pour **FO**, qui redoute le nombre de suppressions de postes (inscrites fin septembre dans le cadre du projet de loi de finances 2019) tout reste à préciser puisque le ministre avance masqué.



**FO** défendra avec force et détermination les agents publics, le statut ainsi que les droits et garanties collectives afférents. Dans un tel contexte de menaces sur la République, il est grand temps que, face aux attaques des exécutifs successifs, les fonctionnaires et agents publics bénéficient d'une véritable reconnaissance

## COMITÉ TECHNIQUE MINISTÉRIEL

### BIS REPETITA

En l'absence des ministres, **FO** Finances, et d'autres syndicats, ont considéré que le Comité Technique Ministériel, convoqué en première convocation le 6 juillet dernier, n'avait pas lieu de se tenir.

Les représentants **FO** se sont rendus le 9 juillet, à la 2<sup>nd</sup>e convocation, démontrant leur volonté d'engager le débat, à chaque occasion offerte.

Les ministres n'ayant toujours pas jugé utile de se déplacer, ils n'ont pu que le déplorer et quitter la séance sans avoir auparavant réitéré leur disponibilité, y compris pendant cette période estivale.

Les sujets ne manquent pas, ! D'autant plus, que le jour de la tenue de ce CTM, la presse s'était fait l'écho d'une purge sans précédent des effectifs à Bercy et tout particulièrement à la DGFIP.



Une direction où les agents comptables publics ont ressenti comme une insulte les propos de leur ministre, à l'occasion de son déplacement dans le Loiret.

Pour **FO**, ils sont en droit d'attendre plus de soutien et de respect de la part de leur autorité de tutelle.

## INTERVENTION PRÉSIDENTIELLE DEVANT LE CONGRÈS : UNE RECETTE DE GÂTEAU BIEN INDIGESTE !

« Si l'on veut partager un gâteau, il faut qu'il y ait un gâteau ». Par ces mots, le Président de la République assume le choix d'une domination de l'économique sur le social. Alors qu'il y a un an il s'était engagé à marcher sur deux jambes – flexibilité et sécurité – il affiche que le volet social pourra attendre encore longtemps avant d'avoir voix au chapitre.

Se défendant de mener une politique non pas pour les riches mais pour les entreprises, le chef de l'État va jusqu'à conditionner un projet de société à la « force de l'économie française ». Pour cela, la recette est simple : libérer les freins à la croissance dans les entreprises, délivrer ces dernières de toute réglementation contraignante, et sans une dose de social dans la défense des salariés.

Alors que dans la cinquième puissance économique du monde, la valeur du patrimoine des milliardaires atteint un record jamais égalé avec une explosion de 13% sur la première année du quinquennat, c'est d'un cynisme absolu que de sous-entendre qu'il n'y aurait pas de gâteau : il y en a un, et c'est visiblement l'anniversaire des plus riches tous les jours !

La théorie des 10% de premiers de cordée que **FO** n'a eu de cesse de condamner est érigée en modèle de société où il ressort de la responsabilité de chacun de s'en sortir seul par « son talent, ses efforts, son mérite ». Au prétexte de liberté et d'émancipation, est instauré le règne de l'individualisation et de la responsabilisation, avec pour seule protection un filet minimal de sécurité censé lutter contre les « inégalités de destin ».

A vouloir gérer la France comme une entreprise, le Président de la République est cohérent avec sa vision en souhaitant conclure avec les interlocuteurs sociaux un « nouveau contrat social ».

**FO** sera présente le 17 juillet, pas pour contractualiser mais pour rappeler les principes mêmes de la démocratie sociale ainsi que le rôle des syndicats, et surtout continuer à revendiquer pour que, du gâteau, il ne reste pas que le noyau de la cerise sur lequel les travailleurs se casseront les dents.

